N° 37. MERCREDI. 9 MAI 1838.

Le prix de l'abonnement à cette feuille, qui paraît les Mercredis et Samedis, est de 5 fl. pour 6 mois, et de 5 fl. 52 cts. pour la recevoir par la poste, franche de port.

JOURNAL
DE LA VILLE
ET DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Pour les Abonnemens, Insertions, Correspondances, Annonces, etc., s'adresser à l'Imprimerie du Journal. Les Insertions coûtent 10 cents par ligne d'impression.

ALLEMAGNE. — *Francfort*, 1^er^ *mai.*

On écrit de Constantinople, 4 avril :

La nouvelle organisation de l'administration supérieure est en pleine activité; le sultan s'en promet d'heureux résultats, mais tous les hommes qui connaissent les besoins du pays, sont convaincus que ce changement augmentera le nombre des mécontens. La révolution opérée par le sultan, et dont l'abolition du janissariat a marqué le premier pas, ne reçoit que de ce moment une véritable impulsion, car, la dernière colonne de l'ancien ordre de choses est maintenant brisée. Il faut déjà quelqu'effort d'imagination pour se figurer un musulmann sans turban, mais comment concevoir la Porte Ottomane sans un grand-visir? Aussi, les Turcs ne savent-ils que penser et croient-ils que l'on veut se jouer du gouvernement. Or, le fanatisme ne supporte pas la plaisanterie; la querelle opiniâtre qui s'est élevée au sujet du turban l'a bien prouvé.

On sait que le sultan a été forcé de respecter un usage établi et que les militaires et les fonctionnaires publics se sont seuls soumis à ces ordres, mais qu'arrivera-t-il si le nouveau chancelier de l'empire irrite les esprits à peine calmés par les formes d'administration, et si le changement complet de la justice civile et criminelle amène une résistance à main armée? On croit généralement que dans ce cas le gouvernement n'obtiendrait rien par la force, attendu que l'ancien ordre hiérarchique des pouvoirs a lesé un trop grand nombre d'intérêts personnels et de famille. La charge de grand-visir est le premier anneau d'une chaîne de prétentions individuelles et de castes élevées par le tems et intimement liées à la vie sociale, en sorte que tous les fils sont rompus, et il faudrait un miracle pour aider le sultan à réaliser tranquillement son système. Nous saurons bientôt si les inquiétudes qui se sont emparées de tous les esprits sont ou non fondées; ce qui est certain, c'est que les amis et les ennemis du sultan sont vivement préoccupés. Chacun s'attend à des événemens importans et prend ses mesures en conséquence. (*Gazette d'Augsbourg.*)

ANGLETERRE. — *Londres*, 1^er^ *mai.*

Dans la séance d'hier de la chambre des lords, lord Lyndhurst a demandé si le gouvernement avait l'intention de proroger de nouveau l'ordre de cabinet qui permet aux militaire anglais de s'enrôler au service de la reine d'Espagne. Lord Melbourne a répondu que l'intention du gouvernement est de ne plus le proroger à l'expiration du terme pour lequel il a été accordé.

— On a reçu, par la voie de Falmouth, des nouvelles de Lisbonne en date du 25 avril. Le ministère avait encore subi un remaniement partiel. M. d'Oliveira, ministre des finances, a été remplacé par M. Manuel Ant, de Carvalho, qui a déjà rempli ces fonctions et qui était président de la chambre des députés lors de dissolution par don Miguel en 1828. M. d'Oliveira a été nommé baron de Tojal. Le comte de Bomfin est rentré au département de la guerre, de manière que le cabinet portugais se trouve maintenant composé comme suit : M. Duart, Leitao, ministre de la justice et des cultes; M. Carvalho, ministre des finances, et M. de Bomfin, ministre de la guerre.

Remechido continue à inquiéter la province des Algraves. La bande a battu ces jours-ci les troupes du gouvernement dans une affaire dans les montagnes de cette province. (*Courrier.*)

ITALIE. — *Rome*, 21 *avril*

On dit qu'on attend encore un courrier de Berlin, porteur des résolutions finales de la cour de Prusse. Au reste, on compte toujours ici sur la loyauté devenue proverbiale du roi Frédéric-Guillaume, et l'on ne doute pas d'une solution amiable des différends. On croit déjà avoir beaucoup gagné ici par le départ de l'ambassadeur prussien M. de Bunsen.

FRANCE — *Paris*, 5 *mai.*

Toutes les nouvelles qui nous arrivent des provinces nous mandent que la St-Philippe a été si bien fêtée qu'on peut dire qu'elle n'a point été fêtée du tout.

— Nous extrayons le passage suivant de la correspondance du *National* :

« L'expédition dirigée par Abd-el-Kader contre Achmet-Bey et placée sous le commandement d'El-Barcani, bey de Medeah, a éprouvée un échec. Les Beni-Abess, qui habitent les confins de la province de Constantine, se sont opposés au passage de l'armée de l'émir : il s'en est suivi un engagement assez meurtrier. On parle de 2 à 3 cents têtes coupées aux troupes d'El-Barcani. Les partisans d'Achmet-Bey avaient pour chef le neveu d'El-Mokrauy, ce caïd ou biban qui s'est attaché récemment à la fortune de l'émir. Il paraît, toutefois, que cet engagement n'a point déterminé la retraite du corps expéditionnaire, comme le bruit s'en est répandu à Alger.

» El-Barcani a réparé, par son activité, ce petit désastre, qu'il faut peut-être attribuer à une surprise ou même à une confusion accidentelle. Ce qu'il y a de vrai, c'est que le corps d'armée de l'émir poursuit sa marche vers Biscara, où Achmet-Bey s'est refugié. Un renfort inattendu s'est joint à El-Barcani.

» El-Farrut, ce cheick du désert que nous connaissons sous le nom du Grand-Serpent, et qui avait promis, après avoir fait sa soumission à Constantine, de détruire Achmet-Bey, s'est jeté, au mépris de sa parole, dans le parti de l'émir. Il a rejoint le corps expéditionnaire avec quelques centaines de cavaliers. »

— M. de Talleyrand veut dérouter, jusqu'à la fin de sa longue comédie, les bonnes gens qui s'avisent encore de le croire sur parole. Il était assez naturel cependant de penser qu'aujourd'hui entièrement voué à la morale, il avait dit un éternel adieu à la diplomatie, pour se livrer aux méditations philosophiques et studieuses; mais le Charles-Quint de Valençay a senti son goût pour la diplomatie se réveiller au bruit des rivalités ambitieuses qui sollicitaient la mission de Londres; il s'est donc présenté au château afin de rendre un dernier service au jeune établissement de juillet en mettant à sa disposition son illustration si variée. Le jour où il fit cette offre gracieuse, le prince avait, dit-on, revêtu son plus brillant uniforme diplomatique; il y avait dans sa mise une coquetterie, une recherche qui trahissaient les prétentions au miracle du rajeunissement. Mais il en a été pour ses frais de toilette et de dévoûment, son suprême sacrifice a été refusé en termes fort polis qui n'en ont pas moins contrarié le plus fidèle des serviteurs. Cependant on a cru devoir une consolation à sa sensibilité blessée, et le nom de son jeune neveu a été inscrit sur la liste des attachés à la mission du maréchal Soult; M. le duc de Valençay représentera spécialement M. de Talleyrand à Londres. (*Quot.*)

— Le *Moniteur algérien*, arrivé ce matin, donne l'extrait suivant d'une lettre de Constantine du 13 avril :

« La colonne mobile, forte de 1160 hommes d'infanterie, 135 hommes du génie et de l'artillerie, et de 250 chevaux, est parti le 7 de Constantine pour Stora. Elle a bivouaqué le soir au centre de la tribu des Eulma, près d'un col qui la séparait de la vallée qui conduit à Stora, ayant parcouru huit lieues.

» Le second jour, dès le matin, nous avons rencontré les bois; et suivant une superbe vallée, nous avons campé à cinq lieues de Stora, près de la rivière Arouch. Les populations ne montraient aucune inquiétude dans le pays que nous avions traversé, et les troupeaux couvraient les hauteurs qui nous bordaient.

» Le troisième jour de marche nous entrâmes dans la tribu des Beni-Mahuna; là nous trouvâmes les douars déserts; un cheik nous dit qu'il y avait dissidence dans la tribu, mais que les esprits se calmeraient bientôt si on leur donnait l'*aman*; que depuis Abdallah, il y a quarante ans, aucune troupe ne s'était montrée dans cette partie de la province, et que l'inquiétude ne venait que de là. Nous arrivâmes à deux heures à l'ancienne Bussiedda, et nous campâmes à 1500 mètre en arrière de ses ruines. D'autres cheiks vinrent encore faire leur soumission, mais ils ne purent assurer que pendant la nuit quelques coups de fusil ne seraient pas tirés sur le camp. Selon leur prévision, une cinquantaine d'hommes tirèrent pendant la nuit sur le bivouac, sans nous blesser personne.

» Le 10, ne voyant pas de rassemblement, on fit faire des reconnaissances topographiques et géodésiques sur Stora; des coups de fusil furent encore tirés, mais en très-petit nombre; à deux

heures le camp fut levé, et nous reprîmes la route de Constantine.

Les hauteurs qui nous bordaient dans la petite vallée de l'Oued-Zarzou, que nous suivions, se couvrirent alors d'hommes à pied et de quelques cavaliers. La fusillade commença vivement à l'arrière-garde et sur nos flancs; l'ennemi s'approcha peu-à-peu et s'engagea dans un rentrant où le terrain permit à notre cavalerie de charger. Le caïd des Smélas, Ali-ben-Mohumed, s'élança le premier à la tête de ses cavaliers, et culbuta les Kabayles dans la rivière; un peloton de chasseurs se joignit à lui, pendant que d'un autre côté une ligne de tirailleurs turcs repoussait bravement l'ennemi et lui tuait un assez grand nombre d'hommes à coups de crosse et à la baïonnette. Notre marche continua en bon ordre et les Kabayles nous suivirent encore pendant deux heures. Une nouvelle charge exécutée par la cavalerie les découragea, et ils cessèrent de nous suivre.

» Le 10 au soir nous avons campé sur le bord de l'Oued-Arouche; pas un seul coup de fusil n'a été tiré pendant la nuit. Le 11 nous nous sommes remis en route: nous avons pendant cette journée retrouvé les troupeaux sur la route, et les habitans sont venus assister à notre passage. Nous avons campé au col appelé Scheick-Ben-Rouhou; et le 12, à cinq heures du soir, nous sommes rentrés à Constantine. Dans l'engagement qui a eu lieu nous avons eu trois hommes tués et dix huit blessés, la plupart légèrement. Parmi les morts se trouvent un spahis et un allié. Cette attaque des Kabayles ne saurait nous faire croire à une résistance qui ne fût facile à surmonter si on occupait Stora: il faut l'attribuer aux habitudes d'indépendance que les montagnards ont acquises par le repos où les beys, qui n'avaient aucun moyen d'action contre eux, les ont laissés depuis de nombreuses années. Les cheicks se montrent généralement disposés à la soumission. »

AFFAIRES D'ESPAGNE.

(Correspondance particulière)

Bayonne, 24 avril.

Le prétendant redouble d'efforts pour mettre sa grande expédition en état d'agir dans le courant du mois de mai. On croit qu'il prendra avec elle la route du Bas-Aragon, soit comme l'année dernière, soit en passant l'Ebre au-dessus de Sarragosse.

Un palais est préparé pour recevoir don Carlos à Morella.

Si l'armée d'Oraa n'est pas promptement renforcée, elle ne pourra pas tenir la campagne contre les troupes réunies de don Carlos et de Babarra, maîtresse de tout le pays entre Saragosse et Ternel. Si les troupes carlistes du Bas-Aragon étaient composées d'aussi bons soldats que les Basques et les Navarais, il y aurait tout à craindre pour Valence.

— La grande expédition royaliste que commandera Charles V en personne ne tardera pas à se mettre en marche; elle sera beaucoup plus nombreuse que les précédentes, et son entrée en campagne sera le signal des opérations décisives dont la chute du misérable gouvernement de Madrid sera l'inévitable et prompt résultat.

Un journal porte à 300,000 fr. la part de dépenses du ministère français dans l'équipée Munagorri.

PAYS-BAS. — *La Haye, 2 mai.*

Hier dans la matinée, le comte de Hardenberg a été admis à l'audience du roi pour la présentation de ses lettres de créance en qualité de ministre résidant de S. M. le roi de Hanovre.

Liége, 4 mai.

Le gouvernement belge vient de donner une nouvelle preuve de son caractère tout à la fois fanfaron et poltron: jamais il ne s'est mieux dessiné. Nous voulons parler de sa conduite dans la question de l'adresse, relative aux parties du Luxembourg et du Limbourg rétrocédées par le traité des 24 articles.

Dans la séance *publique* de la chambre des représentans, on a vu avec étonnement nos cinq ministres adopter l'adresse sans aucune espèce d'observation; ils ont paru ainsi partager l'élan de l'assemblée toute entière, et la chambre a cru un moment qu'une parfaite unité de vues et de sentimens existait entre elle et le gouvernement, et que celui-ci allait déployer une vigueur et une énergie qu'on ne lui avait pas connues jusqu'à présent. A la vue de cet acte de virilité de la part de nos hommes d'état, les partisans de la *glorieuse* ont pensé que la Belgique n'avait plus de ménagement à garder envers les puissances et qu'elle était désormais maîtresse de sa destinée.

Cette douce illusion a été d'une bien courte durée. A la séance publique où les ministres s'étaient montrés en fier-à-bras, a succédé immédiatement une séance secrète dans laquelle ces mêmes hommes ont montré autant de pusillanimité, qu'ils avaient déployé de forfanterie un quart d'heure auparavant. Là, suivant un journal patriote de Bruxelles, ils ont longuement déploré qu'on se fût déterminé à faire une adresse à Léopold, et ils ont protesté qu'ils ne l'avaient votée qu'à contre-cœur et parce qu'ils n'avaient osé faire autrement. Ils n'ont voulu donner aucune assurance aux députés du Limbourg et du Luxembourg; enfin, ils ont déclaré qu'ils ne pouvaient prendre l'engagement de refuser leur concours dans un arrangement où il s'agirait de la cession des deux demi-provinces.

Est-il rien de lâche comme cette duplicité des ministres? Que demandent-ils, que veuillent-ils? Ils se joignent unanimement et publiquement à la législature, et un instant après lorsqu'ils ne se trouvent plus en face du public, ils désavouent honteusement ce qu'ils ont fait, et protestent qu'ils ne se regardent pas comme liés par leur vote. Ce n'est qu'en Belgique que l'on voit de ces choses là. En Angleterre, en France même, la chambre flétrirait sur-le-champ une semblable conduite.

Au reste, c'est au langage tenu par les ministres, dans le comité secret, qu'il faut s'en rapporter. Là, ils se sont montrés comme à l'ordinaire, fort incertains de l'avenir. (*Industrie.*)

Du 5. — Au mois de décembre dernier, le simple projet d'opérer une coupe de bois dans la forêt de Grunenwald, pour les besoin de la forteresse de Luxembourg, avaient mis grandement en émoi, et le gouvernement belge, et les cabinets de Londres et de Paris. Il ne s'agissait cependant que d'un objet d'un bien minuce intérêt, et qui ne compromettait en rien l'honneur ni la dignité du pays. On ne vit pas moins une division de l'armée belge, se porter à marche forcée dans le Luxembourg, et y prendre position, pendant que plusieurs corps français se rendaient en hâte sur les frontières d'Allemagne et de Belgique, pour être à portée de prendre part au conflit, s'il avait lieu. En même tems se faisait un echange très-actif de notes diplomatiques entre Paris et Londres, d'une part, et La Haye, d'autres part. Enfin, tout avait pris un aspect menaçant, parce qu'une forteresse fédérale, qui n'est pas dans un état d'hostilité avec la Belgique, avait témoigné le désir de faire, au milieu d'un hiver singulièrement rigoureux, nu approvisionnement de bois de chauffage dans la forêt la plus rapproché de son enceinte.

Aujourd'hui la Belgique reçoit le plus sanglant outrage qu'on puisse faire à une nation, et le gouvernement belge, si susceptible il y a quelques mois se résigne à l'endurer sans même s'en plaindre. L'arbre de la liberté, emblême de l'indépendance, sapé et renversé par un corps militaire étranger, le drapeau national enlevé et transporté dans la forteresse de Luxembourg, la menace de traiter de même toutes les communes qui se permettraient à l'avenir d'arborer les couleurs belges; tout cela n'est pas même l'objet d'une plainte de la part du gouvernement. Et la législature, et la presse révolutionnaire ont beau monter sur leurs échasses ponr stimuler les ministres à l'effet de leur faire demander une satisfaction pour l'affront imprimé à la Belgique dans la commune de Strassen; ils font la sourde oreille, et paraissent disposés à tout souffrir de la part du pouvoir au nom duquel la flétrissure a été infligée. La France et l'Angleterre sont dans le même cas, car si ces deux puissances avaient montré la moindre disposition à venger l'injure faite à la Belgique, nul doute que nos ministres ne se fussent empressés, comme ils l'ont fait dans plusieurs autres occasions, d'envoyer des troupes dans le Luxembourg pour faire respecter ce qu'ils appellent nos droits.

Quand on compare la conduite tenu par le gouvernement aux deux époques que nous venons de rappeler on doit être mu aujourd'hui, par d'autres considérations que celles qui l'ont déterminé au mois de décembre dernier, lorsqu'il a provoqué lui-même des mesures immédiatement hostiles contre l'exploitation de la forêt de Grüneuwald. C'est qu'alors on avait trouvé le moyen de faire tomber toute la responsabilité de l'acte sur le cabinet de La Haye, et c'est en effet à lui seul que la France et l'Angleterre avaient adressé leurs vives et pressantes réclamations. Dans ces circonstances, on sent que le gouvernement belge ne pouvait manquer de prendre une attitude guerrière, et d'avoir la parole haute, appuyé qu'il était des colosses. Aujourd'hui, c'est au nom de la confédération germanique que le commandant de Luxembourg a agi à Strassen, et le gouvernement belge sent tout le danger qu'il y aurait à faire le fanfaron devant un corps aussi puissant et qui serait soutenu au besoin par l'Autriche, la Prusse et la Russie, potentats contre lesquels ni Louis-Philippe, ni Palmerston, ni Léopold ne se soucient pas de se mesurer.

Voilà, à notre avis, le motif pour lequel le gouvernement s'abstient si soigneusement de parler de l'événement de Strassen, et surtout de demander aucune satisfaction pour l'affront fait aux couleurs nationales. (*Idem*)

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

LUXEMBOURG, 5 *mai.*

On écrit de Remich, du 6 mai:

« Cette nuit on a arboré quatre drapeaux belges sur les principaux édifices publics de notre ville. Cette expédition a été con-

duite par quelques ivrognes auxquels on avait payé à boire, ayant à leur tête un certain sieur Trevisany, zèlé patriote belge, refugié politique prussien. Il est à remarquer que c'est à la faveur de la nuit que ce coup a été fait, car pendant le jour, les habitans de Remich et ceux de tous les bords de la Moselle dont l'attachement au roi Guillaume est bien connu, n'eussent pas manqué d'opposer la force à une manifestation qui est en contradiction avec leur opinion politique.

— On écrit de Bastogne à l'*Echo* d'Arlon : « que les missionnaires vont définitivement envahir le Luxembourg.... ; que depuis long-tems cette *lèpre* devait *empoisonner* le pays..... et semer la discorde dans l'intérieur des ménages, etc. »

Comme vous voyez, les missions, qui sont un des principaux fruits de la révolution, ne sont pas du goût de tout le monde. Il y a bien des personnes qui préfèrent à cette nouveauté constitutionnelle telle ou telle *vieillerie* du gouvernement du roi Guillaume, n'en déplaise à l'*Echo*. Nous prédisons à M. d'Hoffschmit qu'il trouvera peu de Luxembourgeois disposés, comme lui, à empoisonner les fontaines et les ruisseaux dans l'intérêt de ceux qui, d'après son compatriote, viennent empoisonner moralement le pays et du petit nombre de fonctionnaires et autres qui trouvent leur compte dans l'état actuel des choses, ou qu'ils conservent encore la fausse honte d'avouer qu'ils se sont trompés.

M. d'Hoffschmit a informé la chambre et le pays que des émissaires etaient envoyés en France pour recruter en faveur du *statu quo*. Mais en attendant que les partisans *du Bourgogne* et *du Champagne* s'organisent, le corps principal qu'ils devaient appuyer, se désorganise. L'*Echo* en impute la faute au gouvernement de Bruxelles qui aurait dirigé sur le Luxembourg des émissaires de paix pour calmer l'ardeur guerrière, et pour anéantir les efforts des agitateurs du pays. Il s'écrie que c'est là encore une fois une *odieuse perfidie*, une *honteuse trahison*. Non ; les populations n'ont pas besoin de contre-agitateurs pour conserver leur impassibilité. Les quelques démonstrations qui ont eu lieu dans la province ne sont que l'effet de peu d'individus isolés. Il fait pitié a les voir ensuite proclamer leur propre œuvre comme l'expression spontané des populations du pays. Si le drapeau brabançon est planté quelque part, le dernier du village vous désigne l'individu qui l'a élevé : c'était un agent de la révolution. A Diekirch toutefois il a été arboré *incognito* pendant la nuit.

— C'est une chose plaisante que le prompt revirement de bord des journaux de la Belgique. Naguère leurs cent voix ne suffisaient pas pour préconiser les douceurs du *statu quo*. Le pays s'en trouvait on ne peut pas mieux ; il jouissait seul de tous les avantages des 24 articles, tandis que la Hollande en supportait seule les charges ; il exploitait en outre, deux provinces dont les revenus étaient dévolus a d'autres, etc., etc. Comme il s'agit à prouver aujourd'hui que la jouissance de toutes ces faveurs donne des droits à la Belgique à réclamer des indemnités de la Hollande, l'embarras des proneurs du *statu quo* n'est pas mince : nous craignons fort qu'ils ne succombent à la peine.

— Il résulte d'un arrêté du roi grand-duc, du 21 avril dernier, que les sommes offertes pour l'érection d'un monument au lieutenant de marine Van Speik s'élèvent jusqu'a 48,000 fl. Il s'agit de cet officier qui, lorsqu'un coup de vent avait fait échouer sa canonnière à Anvers et qu'il fut entouré de militaires belges, a rempli héroïquement la promesse qu'il avait donnée de se faire plutôt sauter en l'air avec son pavillon que de laisser tomber celui-ci dans les mains des révolutionnaires.

— Un autre arrêté du roi, du 30 avril, ordonne la construction d'un chemin de fer d'Amsterdam vers la frontière prussienne. Le roi garantit de *ses propres fonds* le paiement des intérêts des actions, tandis que tous les avantages tourneront en faveur de l'état. La Néerlande possédera donc un chemin de fer qui ne coûtera rien aux contribuables ; elle le devra a la munificence de son roi. Que diront d'un pareil acte les détracteurs du roi Guillaume ?

On sait que dans bien d'autres circonstances ce souverain a mis, non pas sans sacrifices, ses puissans moyens au service de l'état. C'est ainsi qu'il a créé, par exemple, la grande société néerlandaise de commerce, véritable colosse aujourd'hui dans son espèce ; ensuite la société générale à Bruxelles cette même société qui a donné l'élan et l'appui à ces nombreuses entreprises financières et industrielles qui font la richesse de la Belgique, et dont des ingrats ont fait servir les fonds contre son généreux fondateur.

— On écrit d'Augsbourg, 29 avril :

Le général carliste, prince Felix de Lichnowski, adjudant de l'infant don Sébastien, est passé avant-hier par cette ville. Comme on sait, il vient de quitter le quartier-général carliste ; il vante le bon esprit dont sont animées les troupes, et conçoit la plus haute espérance de la grande expédition qu'elles sont sur le point d'entreprendre. Le prince se rend à Vienne, en passant par Salzbourg, et retournera en Espagne.

— On lit dans la *Gazette allemande de Zurich*, du 25 avril :

« Le journal le *Messager*, publié à Paris, a été acquis par le comte Walewski, fils naturel de l'empereur Napoléon et d'une comtesse polonaise. On est convaincu à Paris que le comte n'a pu avoir en vue, dans cette acquisition, aucune spéculation particulière. On est porté à croire que le comte Walewski, qui joue un rôle distingué dans la petite cour du duc d'Orléans, ne serait que le prête nom du duc, qui serait le véritable acquéreur de cette feuille du soir. »

— La vaisselle royale de la Grande-Bretagne est enfermée à Windsor, dans une salle assez vaste et dans un petit cabinet y attenant ; elle est évaluée à 1,750,000 liv. sterl. (43,750,000 fr.) Il y a un service d'or composé par Georges IV, pour 130 convives, quelques pièces ont été enlevées à la flotte espagnole. D'autres ont été apportées de l'Inde, du royaume des Birmans, de la Chine, etc. On y remarque un vase qui a appartenu à Charles XII, et un autre au roi d'Ava. Un paon formé de pierres précieuses, évalué à 30,000 liv. sterl. (750,000 fr.) Une tête de tigre qui servait de marche-pied à Tipoo-Saib, avec des dents de cristal et un lingot d'or en guise de langue. De nombreux boucliers en or, magnifiquement ornés, 30 douzaines d'assiettes de la valeur de 26 guinées chacune, etc.

— On lit dans le *Lynx* :

La Russie, malgré la guerre sourde que lui fait certaine puissance jalouse de sa prospérité toujours croissante, continue à se concilier l'affection des peuplades asiatiques soumises à sa domination. Une lettre que nous avons insérée dans notre numéro du 1er sous la rubrique de Weshug-Ouraslk 8 mars, peut servir de réponse à ceux qui soutiennent a tort et à travers que tous les actes qui émanent du cabinet de St-Pétersbourg portent le cachet d'un intolérable despotisme. Au reste, les hommes impartiaux ont apprécié depuis long-tems ce que valent toutes ces imputations ; ils savent qu'à l'intérieur l'action du gouvernement se fait sentir avec bien moins d'âpreté qu'on n'a parfois l'air de le croire ; et qu'au dehors les alliances contractées par la Russie ne manquent jamais d'être fructueuses, en ce que ces engagemens sont empreints de tous les caractères de la bonne foi si rare dans les stipulations diplomatiques. A Constantinople la politique du czar conserve toujours sa prépondérance ; la disgrâce récente du gendre du sultan, qu'on représente comme un nouvel échec qu'aurait subi auprès du divan l'alliance anglo-française, est un fait qui prouve que la politique occidentale perd de jour en jour le peu d'ascendant qu'elle avait conservé jusqu'ici en Orient, et qu'à moins d'un changement inopiné il ne sera bientôt plus question d'elle dans les graves discussions qui de moment à autre peuvent agiter cette partie du globe. On parle de la prise et de l'occupation de la ville d'Hérat par l'armée persane. Si cette nouvelle se confirme, c'est un événement important auquel l'Angleterre ne saurait rester indifférente. L'article du *Morning-Hérald* est un document précieux. Ce journal ne déguise pas les appréhensions dont il est obsédé pour les futurs destinés de l'Angleterre. L'astre de la reine des mers pâlit à vue d'œil. Ce n'est plus cette fière Albion tenant majestueusement le sceptre de Neptune et commandant sans rivales sur la vaste étendue de l'Océan. Au nord de l'Europe s'est élevé un empire dont la marche toujours progressive, quoique lente et mesurée, pèse sur elle comme un cauchemar qui l'étouffe et la suffoque. Des plaines de la Moscovie est venu le signal qui a donné le branle aux phalanges du Shah de Perse et les a conduites à quelques journées de marche des possessions anglaises dans l'Inde. Une formidable armée russe serait échelonnée à peu de distance et dévorerait déjà des yeux la vaste contrée qui doit un jour devenir sa conquête.

Nous sommes à même d'apprécier la sollicitude du publiciste britannique dont nous venons de rapporter les expressions en d'autres termes ; et, bien qu'à notre avis il pousse peut-être un peu loin ses alarmes, il n'en est pas moins incontestable que la domination universelle échappe à John Bull sur l'élément liquide qui nous environne. L'attitude que la Russie a prise, sans lui être pour le moment hostile, peut devenir très-inquiétante pour lui, à la moindre complication qu'amèneraient les circonstances. Qui peut répondre qu'un événement de cette nature est bien loin encore de nous. La fragilité des ressorts politiques ne permet pas de donner cette assurance. Chaque peuple a eu sur la terre ses jours de gloire ; l'Espagne, l'Allemagne, la France, l'Angleterre ont tour à tour dominé. Aujourd'hui ce grand rôle semble devoir passer à la Russie ; depuis les mémorables événemens de 1815, la puissance de cet empire s'est révélée au monde dans plus d'une circonstance. Serait-il appelé à pacifier l'Europe égarée par l'implantation des doctrines les plus anarchiques, et à rallumer en Asie le flambeau de la civilisation aux lieux mêmes qui la virent naître.

— L'état révolutionnaire a sans doute bien des charmes pour nos représentans, puisqu'ils font tout pour en perpétuer la durée.

L'acceptation des 24 articles par le roi des Pays-Bas semblait promettre à la Belgique un avenir de paix et de tranquillité, et voilà qu'ils se posent bravement comme opposans à un acte que dans d'autres tems ils paraissaient appeler de tous leurs vœux. Quel mauvais génie les pousse à rejeter ainsi ce qu'ils devraient accueillir avec empressement, eux à qui il suffirait de jeter un coup-d'œil en arrière pour se convaincre qu'ils ne peuvent rien. Ils veulent recommencer la révolution à nouveaux frais sans s'enquérir des chances auxquelles ils exposent le pays, qui attend avec anxiété le moment qui mettra un terme à ses incertitudes. On se demande comment nos hommes d'état improvisés ont pu espérer que les trois puissances du Nord et la confédération germanique consentiraient à laisser la Belgique définitivement en possession des deux demi provinces qu'elle revendique, en abandonnant à sa discrétion deux forteresses du premier ordre, qui couvrent l'Allemagne contre les entreprises de la France. Quelle serait en effet le sort de Luxembourg et de Maestricht environnés de toutes parts du territoire belge? N'est-il pas évident que ces deux boulevarts seraient sans cesse exposés à manquer de vivres et de tous les objets nécessaires à la subsistance et aux besoin des habitans, et de nombreuses garnisons qu'on doit y entretenir? Et qu'on ne croie pas qu'il pourrait être remédié à ce grave inconvénient au moyen d'une convention préalable à conclure entre les puissances. Ce ne serait là qu'une mesure dérisoire. Quel serait le tribunal appelé à juger des contraventions commises, et quels seraient ses moyens d'exécution? Il est évident qu'il faudrait recourir à ce qu'on est convenu de nommer la dernière raison des rois. Mais ce moyen pourrait-il toujours être employé en tems utile, et dans bien des cas, n'arriverait-il pas que la forteresse serait obligée de se rendre avant que les puissances eussent eu même le tems de s'entendre, et de réunir tout ce qui serait nécessaire pour aller à son secours?

En somme, de quoi s'agit-il dans tout ce trémoussement dont Bruxelles est le théâtre depuis quelques jours? Uniquement de conserver à des fonctionnaires de deux parties de provinces, dont la rétrocession est stipulée dans les 24 articles, la position que leur a donnée la révolution. Ce sont eux, qui cherchent à agiter les populations. Quant aux habitans, ils sont parfaitement indifférens, et on peut assurer qu'ils ne troubleront pas la tranquillité publique pour se procurer l'avantage très-négatif, de rester citoyens belges. C'est ainsi qu'en parlent ceux avec lesquels nous nous en sommes entretenus. Le pétitionnement auquel on a recours dans ce moment, est l'ouvrage de ces fonctionnaires intéressés à conserver leurs places. Cette charlatanerie, renouvellée de 1830, est un sujet de risée dans le pays. (*Industrie.*)

....., le 7 mai 1838.

Monsieur le Rédacteur,

Ce n'est pas sans surprise que je lis dans le dernier numéro de l'*Echo* d'Arlon que « le lendemain de la disparition du drapeau » de Strassen les *habitans* des communes voisines se réunissaient » et adressaient des pétitions aux chambres pour demander le » maintien de l'intégrité du territoire. » Moi, qui suis sur les lieux, je ne puis vous dire au juste ce qui en est.

M..... qui est en même tems secrétaire de Strassen, de Mamer et de Kehlen a rédigé ou copié pour les conseils de ces communes une adresse à la chambre, que les conseillers ont signés avec l'indifférence qu'ils mettent à la campagne à revêtir de cette formalité les pièces que le rédacteur leur présente. Les *habitans* de ces villages sont aussi étrangers à ces actes qu'à la plantation du drapeau de Strassen. Tout cela est l'ouvrage du même M..... . Et une preuve que les populations ne partagent guères l'exaltation de quelques individus qui cherchent à agiter les esprits dans nos environs, c'est que les habitans de Strassen ont eux-mêmes enlevé le second drapeau que M..... avait arboré pour un instant le lendemain matin de l'expédition.

Tous nos villages des environs tirent leurs principaux moyens d'existence de la ville de Luxembourg. Les travaux de fortifications surtout nous offrent de grandes ressources. Nous ne demandons pas mieux que d'entretenir de bonnes relations avec les autorités et les habitans de Luxembourg et nous désavouons comme de mauvais citoyens, les employés belges et quelques turbulens qui provoquent imprudemment ces autorités en notre nom.

Si vous voulez donner une place à ma lettre, omettez mon nom, s'il vous plaît, et agréez, etc.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

Le **JARDIN** de Mme veuve **SCHROBILGEN** sera ouvert le 6 du courant ainsi que les **BAINS**.

VENTE PUBLIQUE
D'UNE BELLE ET VASTE
MAISON D'HABITATION,
En conformité de la loi du 12 juin 1816.

MARDI, 5 juin 1838, à deux heures de relevée, à la requête des héritiers de défunt sieur Jean Franckum, de son vivant marchand à Luxembourg, en exécution d'un jugement rendu par le tribunal de première instance, siégant en cette ville, en date du 20 février dernier, il sera, en l'étude et par le ministère du notaire soussigné, à ce commis par ledit jugement, procédé à la licitation d'une MAISON D'HABITATION, côtée N° 120, composée de 2 corps de logis, et située en cette ville, Grand'rue, entre la maison du sieur Noppeney, et celle occupée par le sieur Nathan, donnant par le bâtiment de derrière sur la maison de la veuve Meyer, et par celui de devant sur ladite rue.

Cette maison, très-avantageusement située pour tout genre de commerce, sera vendue à plusieurs années de crédit, et sous d'autres conditions favorables à l'acquéreur.

Le cahier des charges est déposé en l'étude du notaire soussigné, chargé d'en faire la communication aux amateurs qui s'y présenteront.

Luxembourg, le 8 mai 1838. MAJERUS, notaire.

VENTE PAR ADJUDICATION PUBLIQUE
D'UNE
VASTE MAISON D'HABITATION,
SITUÉE A LUXEMBOURG.

MERCREDI, 16 mai prochain, à deux heures de relevée, le notaire soussigné procédera à la vente par adjudication publique, aux plus offrans et derniers enchérisseurs, à plusieurs années de crédit et sous d'autres conditions très-avantageuses, d'une VASTE MAISON d'habitation, située à Luxembourg, cotée du n° 260, faisant le coin de la rue de la Boucherie et de celle du Marché-aux-Herbes, appartenant à M. NAMUR-GONNER, marchand en cette ville.

Cette maison, très-avantageusement située pour tout genre de commerce, est grevée de plusieurs capitaux non exigibles, de sorte que l'acquéreur aura beaucoup de facilité pour le paiement.

Les amateurs qui désirent acheter cette maison de la main à la main, sont priés de s'adresser au propriétaire ou au notaire soussigné.

La vente aura lieu en l'étude dudit notaire, où est déposé le cahier des charges.

Luxembourg, le 26 avril 1838. J. FUNCK, notaire.

AVIS. Monsieur de Reinach vendra à l'enchère, lundi, 14 mai 1838, à neuf heures du matin, par le notaire A. LAMPACH, de Senningen, 9000 FAGOTS et 500 stères de BOIS de chauffage, gissant au parterre d'une coupe faite au bois de Waltenbusch, situé au Franzosengrund, terroir de Senningen.

A VENDRE

Un **CHAR-A-BANC-CALÈCHE**, solide, bien suspendu, couvert, et dont la capote s'enlève à volonté. On peut y atteler un ou deux chevaux. S'adresser au sieur Berweiler, charron, rue St-Philippe.

Le PREMIER ÉTAGE et une CHAMBRE au deuxième d'une maison, rue de l'Arsenal, n° 74, est à louer, soit garni soit non garni. S'adresser à Mr Wolff, avocat.

Bekanntmachung.

Es wird hiermit bekannt gemacht, daß am Donnerstag, den 17. Mai dieses Jahres, Vormittags 8 Uhr, auf dem Büreau der hiesigen Genie-Direction, die Bedingungen, welche der Verpachtung der diesjährigen Grasnutzung zum Grunde gelegt werden sollen, eröffnet, und demnächst auf den Festungs-Werken selbst zur Verpachtung der einzelnen Loose der Grasnutzung geschritten werden soll.

Luxemburg, den 1. Mai 1838. Königl. Preuß. Genie-Direction.

EN VENTE
chez J. LAMORT, imprimeur à Luxembourg:
Die Hauptthatsachen
der
Luxemburger Geschichte,
zur Grundlage bei seinem Unterrichte,
dargestellt von Dr. Jos. **PAQUET.**
PRIX: 57 cents (1 fr. 20 cts.).

LUXEMBOURG. — IMPRIMERIE DE J. LAMORT, PLACE D'ARMES.